

UNITED NATIONS
United Nations Organization Mission in the
Democratic Republic of Congo



NATIONS UNIES
Mission de l'Organisation des Nations Unies
en République Démocratique du Congo

MONUC Bulletin



N° 91 du 16 février 2004

BULLETIN D'INFORMATION
DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

SOMMAIRE

Ituri:

UN OBSERVATEUR MILITAIRE DE LA MONUC TUÉ À KATOTO (PAGE 3)

Processus de paix :

- LE CONSEIL DE SÉCURITÉ RÉAFFIRME SON SOUTIEN AU GOUVERNEMENT DE LA RDC (PAGE 4)
- RÉFORME DES FORCES DE SÉCURITÉ : LE GOUVERNEMENT DE LA RDC ET LES DONATEURS APPELÉS À PRENDRE DES MESURES EN VUE DE LA RÉUSSITE DES ÉLECTIONS EN 2005 (PAGE 5)

Kisangani :

FORMATION DE LA PREMIÈRE BRIGADE MIXTE CONGOLAISE: D'UNE RIVE À L'AUTRE (PAGE 6)

Bukavu:

UNE CRISE À NOUVEAU DÉSAMORCÉE (PAGE 8)

Kindu:

DESTRUCTION D'UN LOT D'ARMES DE GUERRE (PAGE 10)

Activités du Commandant des Forces :

GÉNÉRAL SAMAILA ILIYA: "NOTRE PRIORITÉ EST DE NOUS ASSURER QU'UN BON CLIMAT RÈGNE AVANT LA TENUE DES ÉLECTIONS L'ANNÉE PROCHAINE" (PAGE 11)

DDRRR :

UN CADRE DES FDLR/PALIR RECONVERTI EN FONCTIONNAIRE ONUSIEN (PAGE 13)

Butembo/Beni :

- IL FAUT REDÉFINIR LES BASES DU PROGRAMME DDR (PAGE 15)
- LE GÉNÉRAL OBEDE, COMMANDANT DE LA 8E RÉGION MILITAIRE EN TOURNÉE (PAGE 17)

QUIPS:

FIN DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU PONT KIBE (PAGE 18)

Un Observateur militaire de la MONUC tué à Katoto

PAR MATHY MUPAPA



UN VIBRANT HOMMAGE A ÉTÉ RENDU AU MAJOR WACHAI PAR LA MONUC À BUNIA
(PHOTO MOHAMAD A WAHAB/MONUC)

Jeudi 12 février 2004 : une équipe de la MONUC revient d'une mission de vérification d'informations à Katoto, à 22 km au nord-est de Bunia, relatives à des exactions commises par l'Union des Patriotes Congolais (UPC) sur les populations civiles. Vers midi trente, la mission tombe dans une embuscade. Le convoi de la MONUC essuie des tirs. Un observateur militaire est tué. Il s'agit du Major kenyan Peter Wachai.

Les Casques bleus uruguayens ripostent aussitôt. Des renforts sont déployés sur place, environ une demi-heure après, pour porter assistance au personnel attaqué et récupérer le corps du militaire tué. Un hélicoptère de combat de la MONUC tire sur les assaillants

qui essaient de s'emparer des véhicules de la MONUC. On ignore le nombre de victimes dans les rangs des milices.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, s'est déclaré profondément attristé par la mort de l'Observateur militaire, a déclaré son porte-parole. « *Le Secrétaire Général réaffirme la détermination de la MONUC à coopérer avec le Gouvernement de la RDC pour poursuivre les coupables et traduire en justice tous ceux qui sont responsables de cet acte répréhensible et criminel* », a-t-il dit.

La MONUC a condamné énergiquement cette attaque contre son personnel et a ouvert

une enquête pour identifier les auteurs de l'embuscade et s'assurer qu'ils vont être traduits en justice. Même son de cloche du côté du Gouvernement congolais qui a qualifié l'incident « *d'acte ignoble de nature à compromettre la mission de pacification* » entreprise en Ituri.

Un hommage a été rendu vendredi 13 février au Major Wachai par la MONUC à Bunia, en présence du Commandant des Forces de la MONUC, le Général-Major Samaila Iliya, et du Chef de la MONUC à Bunia, Mme Dominique Mc Adams, avant le rapatriement du corps au Kenya le même jour.

Peter Wachai avait 41 ans. Il était marié, père de deux enfants.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies réaffirme son soutien au Gouvernement de la RDC

PAR MATHY MUPAPA



LE CONSEIL DE SÉCURITÉ APPELLE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À AIDER LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS DANS SES EFFORTS (PHOTO LIBRARY/UNHQ)

« *Le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'est dit encouragé par les évolutions positives intervenues récemment dans le processus de paix et de réconciliation nationale en République Démocratique du Congo. Il a réaffirmé son plein appui au Gouvernement d'unité nationale et de transition et aux efforts de la MONUC* »: C'est en substance la déclaration faite par le Président du Conseil de Sécurité, l'ambassadeur de Chine, Wang Guangya, au nom de l'organe suprême de l'ONU, à l'issue de la présentation du rapport du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, en visite aux Etats-Unis. William Lacy Swing a fait le point sur l'évolution de la situation dans le pays.

Tout en réaffirmant leur plein appui au Gouvernement de transition

et aux efforts de la MONUC, les membres du Conseil de Sécurité se sont dits préoccupés par l'ampleur de la tâche à accomplir d'ici aux élections générales prévues en 2005. Les membres du Conseil ont dit partager « *les préoccupations exprimées par le Comité International d'Accompagnement de la Transition (CIAT) par rapport à l'ampleur du travail à accomplir dans la perspective des élections nationales prévues pour 2005* ».

Le Conseil a souligné la nécessité de mettre en oeuvre le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) des ex-combattants congolais, l'importance de désigner un Coordonnateur national chargé d'harmoniser l'action du Gouvernement de transition dans le domaine du DDR. Il a également mis l'accent sur l'urgence qui

s'attache à l'adoption de certaines lois importantes. Les membres du Conseil de Sécurité ont aussi souligné l'importance qu'ils attachaient à l'extension de l'autorité de l'Etat, à la réforme du secteur de la sécurité, à la consolidation de l'Etat de droit, à la reconstruction économique et à l'élimination de l'exploitation illégale des richesses naturelles ainsi que de l'impunité en RDC.

L'organe suprême des Nations Unies a appelé la Communauté internationale à aider le Gouvernement congolais dans ses efforts. Les membres du Conseil ont pris note des progrès accomplis et des mesures prises lors de la réunion du 9 février 2004 sur la réforme du secteur de la sécurité. De telles mesures peuvent offrir une solide assise à l'intégration et à la réorganisation de l'armée et de la police, ont-il conclu.

Réforme des forces de sécurité en RDC : le Gouvernement et les donateurs appelés à prendre des mesures en vue de la réussite des élections en 2005

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, William Lacy Swing, a pris part à la réunion sur la réforme des forces de sécurité en République Démocratique du Congo tenue le 9 février 2004, sous la présidence de la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Mme Louise Frechette. Il était question de faire le point sur cette réforme et l'opération Désarmement, Démobilisation, Réinsertion (DDR) des ex-combattants en RDC.

PAR MATHY MUPAPA

Les participants ont salué les progrès accomplis par le Gouvernement de transition ainsi que les nombreuses initiatives d'assistance technique des donateurs.

Ils ont cependant identifié les problèmes à résoudre avant l'organisation des élections générales en 2005. Ainsi, ils ont appelé le Gouvernement congolais à prendre des décisions politiques soutenues par la législation appropriée, d'ici au 30 juin 2004 – date du premier anniversaire de sa mise en place - en vue de faire avancer la réforme des forces de sécurité.

Les participants à la rencontre ont appelé le Gouvernement à développer de façon intégrée et transparente une politique nationale globale des forces de sécurité. Ils lui ont demandé aussi de garantir les allocations budgétaires nécessaires à l'établissement et au fonctionnement des diverses entités des forces de sécurité dans le cadre du programme économique soutenu par le FMI et la Banque Mondiale. Il est également demandé à l'Exécutif congolais de s'assurer que les diverses structures nationales traitant de la réforme de ces forces et du DDR coordonnent leur travail sur la base d'une vision et d'une stratégie communes.

Des actions précises dans les domaines de la police et de l'armée
Le Gouvernement est appelé à définir le

rôle futur des services de la police. Pour ce faire, les participants ont proposé la tenue, avec l'appui de la MONUC, d'un séminaire national sur la police. Ils ont suggéré l'adoption de deux décrets : l'un nommant le haut commandement de la police et l'autre établissant un corps de protection rapprochée. Les propositions de désigner la structure de commandement de l'unité de police intégrée et de réhabiliter des centres de formation de la police ont été également faites au Gouvernement.

Pour ce qui est de l'armée, l'organe exécutif de la transition a été appelé à accélérer la révision et l'adoption de la loi portant organisation générale de la défense et des forces armées, à créer le Conseil supérieur de la Défense conformément à l'Accord global et inclusif du 17 décembre 2002. L'adoption et la mise en œuvre d'un plan d'intégration cohérent, réaliste et efficace en terme de coût ; l'établissement des plans pour le déploiement des unités intégrées des Forces Armées de la RDC, en étroite coordination avec la MONUC, et la réhabilitation des centres de formation militaires ont également été proposés au Gouvernement.

Les donateurs ont aussi un rôle à jouer

Quant aux donateurs, ils ont été invités par les participants à la rencontre à commencer, dans les plus brefs

délais, par la formation de l'unité de police intégrée, à mettre sur pied un groupe consultatif sur la réforme des forces de sécurité en RDC, à créer un groupe consultatif sur la réforme des forces de sécurité en RDC qui serait éventuellement rattaché à la MONUC afin de soutenir le Gouvernement de transition dans la planification et la mise en œuvre de ses réformes. Ils devraient s'assurer du déblocage des fonds adéquats pour les besoins de désarmement immédiat dans des régions comme l'Ituri et d'autres localités à l'Est de la RDC, en attendant la mise en œuvre du programme national de DDR. Il a été aussi proposé aux donateurs d'établir un mécanisme de coordination entre eux, sous la co-présidence du Gouvernement de transition et de la MONUC. C'est ce mécanisme qui devra faire le point des progrès accomplis dans le domaine de la réforme des forces de sécurité tous les trois mois.

Le Vice-président congolais chargé de la Politique, Défense et Sécurité, Azarias Ruberwa, des représentants de plusieurs pays européens, des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale, ont assisté à cette réunion.

Formation de la première brigade mixte congolaise : d'une rive à l'autre

888 soldats issus d'anciennes factions belligérantes, soit un premier bataillon, ont débuté, au sein de la première brigade mixte congolaise, leur formation aux activités de soutien de la paix qui devrait durer cinq semaines. Au total, ce sont trois bataillons, soit environ 3500 soldats congolais qui devraient être formés par 130 instructeurs, en majorité belges, pour, à terme, se rendre en Ituri.

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC ET ANDRÉ KITENGE



LES SOLDATS CONGOLAIS ONT REÇU LEURS PREMIERS ÉQUIPEMENTS
(PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

La mine sérieuse, bardés de seaux et de marmites, quelque 400 militaires congolais s'apprêtent à débarquer du bac qui leur a fait traverser le fleuve Congo, ce samedi 7 février, d'une rive à l'autre, du camp de brassage et recyclage de Lukusa, sur la rive gauche, jusqu'au centre d'instruction proprement dit de Simi-simi. Ou encore du passé vers « l'avenir », du même nom que cette opération de

formation aux activités de soutien de la paix. Entre les deux, il y a certes le fleuve, mais aussi des années de guerre entre factions belligérantes (FAC, RCD Goma, MLC, Maï-Maï).

Formation du premier bataillon de la Brigade mixte congolaise

Un second bac est attendu. Ce sont en effet 888 soldats, soit le

premier des trois bataillons de la Brigade mixte congolaise, qui s'apprêtent à traverser le centre ville de Kisangani, en marchant et en chantant. Ils resteront cinq semaines au camp d'instruction de Simi-Simi, pour quatre semaines de formation et une semaine d'évaluation. Beaucoup plus discrets, les 196 militaires belges et les 11 Français, dont environ 130 instructeurs, sont

fin prêt à démarrer l'instruction ... Parmi les modules enseignés : le respect des droits de l'Homme, le droit des conflits armés, les règles de comportement, les obligations découlant des mandats de l'ONU.

Les Belges présents à la demande du Gouvernement congolais

Cette formation s'inscrit dans le cadre du Programme de Partenariat militaire, entre la RDC et son ancien colonisateur qui succède à l'ancienne coopération technique militaire belgo-zairoise. « Il ne

s'agit pas du retour des anciens colonisateurs », précise un militaire belge qui ajoute : « *Notre pays a été sollicité par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour contribuer à la formation aux opérations de soutien à la paix (PSO) d'une brigade mixte réunifiée congolaise* ». D'autres pays, comme le Luxembourg, l'Afrique du Sud, les Pays-bas, l'Allemagne, les Etats-Unis seraient potentiellement intéressés pour participer à la formation. Le Conseil de Sécurité, dans sa résolution 1522 du 16 janvier 2004, salue d'ailleurs ces efforts qu'il considère comme une « *étape vers l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme global pour la formation d'une armée nationale congolaise intégrée* ».



L'AIDE MILITAIRE DE LA BELGIQUE A ÉTÉ SOLLICITÉE PAR LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

Enthousiasme dans les rues

A en croire leurs visages rayonnants, les Boyomais (habitants de Kisangani) regroupés au bord de la route accueillent favorablement l'initiative. « *Nous sommes ravis. Nous sommes contents de voir que les Belges sont là pour donner une bonne formation à nos garçons* », indique un monsieur venu acclamer les militaires. « *Ces dernières années, il y avait tellement de désordre. Regardez comme nos militaires sont maigres par rapport aux militaires belges. Nous espérons avoir une armée forte qui assurera l'intégrité territoriale et nous apportera la paix. Sans paix, pas de développement* », ajoute

une dame. Même les Tolekistes (conducteurs de vélos-taxis *Toleka*) prennent leurs vélos à bout de bras pour exprimer leur joie.

« *Nous sommes déjà agréablement surpris par la discipline qui règne* », indique un responsable militaire belge, alors que les soldats congolais reçoivent leurs premiers équipements : lits de camp, sacs de couchage, cahiers, stylos, gourde.... Dans cinq semaines, le second bataillon devrait prendre la relève.

A Bukavu : encore une crise... désamorcée

Caches d'armes, troisième rébellion, luttes pour le pouvoir, bras de fer...depuis quelques mois, les habitants de Bukavu n'ont que ces mots à la bouche. Vraies ou fausses, les informations qu'ils colportent ont pour effet de semer la psychose en ville. Jusqu'au jour où la tension finit par exploser avec quelques coups de feu tirés dans le quartier de Nguba.

PAR JOËLLE SABELLA



UN LOT IMPORTANT D'ARMES ET DE MUNITIONS A ÉTÉ DÉCOUVERT À BUKAVU (PHOTO SÉBASTIEN LAPIERRE/MONUC)

Récapitulation d'une semaine « chaude » dans la capitale du Sud-Kivu.

Jour 1

Tout commence donc le mardi 3 février dans l'après-midi, avec des coups de feu dans le quartier de Nguba. L'explication ne tarde pas à venir : les militaires du Général Nabyolwa viennent de découvrir une cache d'armes contenant 65 caisses de munitions appartenant au Gouverneur de la province, Xavier Chiribanya Chirimwami. Au cours des mois précédents, des rumeurs avaient circulé sur l'existence de nombreuses caches d'armes qui lui appartenaient et cette découverte ne fait que le confirmer. Convoqué

dans la soirée par la MONUC et par Prosper Nabyolwa, le Commandant de la 10^e région militaire, le Gouverneur reconnaît effectivement que ces armes sont les siennes et qu'elles sont destinées à sa garde rapprochée. Un compromis est alors trouvé entre les différents protagonistes pour que la MONUC puisse inspecter et inventorier les armes du Gouverneur. A ce stade, le sort final de ces munitions n'est pas encore déterminé, le Gouverneur et le Commandant s'en disputant respectivement la propriété. Pour la MONUC, la question sera tranchée ultérieurement. Le mot d'ordre du moment se résume à la transparence et à la retenue.

Jour 2 et 3

Mais le lendemain, vers 22h, des coups de feu déchirent de nouveau la tranquillité nocturne de la ville de Bukavu. Cette fois-ci, l'échange dure près de 45 minutes: plus de 1000 balles sont tirées, des lance-roquettes et des grenades utilisées. Bilan : un civil blessé et un militaire sous les ordres du Colonel Mirindi (loyal au Gouverneur) tué. Encore une fois, une grande réunion rassemble les protagonistes à l'Archevêché, en présence de la MONUC et de la Société civile. Nouvelles décisions : le Gouverneur usera de son influence pour convaincre les officiers qui lui sont loyaux (Colonels Mirindi- Eric Bahati- Major Doris...) de rallier les rangs de la 10^e région militaire et donnera libre accès à la MONUC pour inventorier ses armes et ses hommes. De plus, les militaires des deux camps sont interdits de mouvement, les contingents onusiens et les Observateurs militaires de la MONUC sont les seuls autorisés à faire des patrouilles en ville.

Mais quelques heures plus tard, un informateur révèle à la MONUC que des hommes soupçonnés d'appartenir à Chirimwami sont en train de charger à bord de camions plusieurs caisses suspectes dans une parcelle située à l'avenue Sinelac. La MONUC arrive aussitôt, mais les camions sont déjà loin. Différents indices (emballages-huiles-uniformes suggèrent toutefois que la maison aurait abrité une quantité importante de munitions de toutes sortes. Les langues se délient

bien vite et peu à peu, les gens parlent de nouveaux endroits suspects où sont immédiatement envoyés des militaires onusiens.

Jour 4, 5 et 6

Dans la journée du 6 février, les ministres congolais de l'Intérieur, de la Défense et de la Justice arrivent à Bukavu pour enquêter sur les événements des derniers jours au nom du Gouvernement de transition. Le samedi 7 février, le Gouvernement de transition annonce la suspension du Gouverneur Xavier Chiribanya Chirimwami, du maire Adolphe Cirimwami et du responsable provincial des services de renseignement, Raphaël Lukompa, une décision acceptée le dimanche matin par le Gouverneur.

Jour 7

Les choses commencent à rentrer dans l'ordre. Lors d'une cérémonie officielle, le Gouverneur remet à la MONUC 40 armes légères (AK-47 et autres similaires), 7 mitrailleuses, 2



LES ÉLÉMENTS SUD-AFRICAINS DE LA MONUC EN PLEINE PATROUILLE LA NUIT DANS LES RUES DE BUKAVU (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

RPG, 22 roquettes, un canon antichar de 60 mm et 10 boîtes de munitions. De même, 31 militaires de sa garde rapprochée sont transférés à la 10^e région militaire. Pour renforcer la sécurité à Bukavu, la MONUC poursuivra ses patrouilles en ville, notamment dans les points sensibles

où des barrages seront établis dans la soirée pour fouiller les voitures et ainsi contrôler le trafic des hommes et des armes. La MONUC sera également présente aux entrées et sorties de la ville, aux différentes frontières (Ruzizi et Cyangugu) et à l'aéroport. Il est également entendu que la sécurité de la résidence du Gouverneur suspendu sera conjointement assurée par la MONUC et la 10^e région militaire.

Après la pluie, le beau temps

Si la situation explosive à Bukavu a failli dégénérer à plusieurs reprises la semaine passée, elle n'en a pas moins permis de résorber enfin le climat de suspicion et d'inquiétude qui avait régné à Bukavu au cours des derniers mois. Ceci n'aurait jamais été possible sans la détermination de tous les acteurs politiques, militaires, religieux et sociaux dont les efforts soulignent bien l'engagement au processus de paix. Alors peut-on croiser les doigts et espérer que cette crise sera bien la dernière ?



LA MONUC A PROCÉDÉ À L'ENREGISTREMENT DES ARMES QUI LUI ONT ÉTÉ REMISES PAR LE GOUVERNEUR DE BUKAVU (PHOTO SÉBASTIEN LAPIERRE/MONUC)

Destruction d'un lot d'armes à Kindu

PAR ELIANA NABAA



LES INGÉNIEURS ARTIFICIERS DE LA TASK FORCE ONE DE LA MONUC ONT PROCÉDÉ À LA DESTRUCTION D'ARMES D'EX-COMBATTANTS (PHOTO ELIANA NABAA/MONUC)

Un lot de 489 armes a été détruit par l'unité d'ingénieurs artificiers de la Task Force One de la MONUC à Kindu. L'opération qui a eu lieu les 4 et 5 février au camp de Basoko, a requis la participation d'une vingtaine de militaires, dont des experts artificiers et des logisticiens. Une partie de ces armes provient de diverses opérations de désarmement volontaire d'Interhamwe ou de Maï-Maï à Kalemie et à Manono. L'autre partie a été découverte dans le camp militaire Lwama à Kindu par les autorités du camp.

Au total, 186 armes, en majorité des Uzi et des Galil ont été remises à la MONUC à Manono et à Kalemie par ces divers groupes armés, avant d'être acheminées à Kindu en vue de leur destruction. Les 303 armes restantes, en majorité des AK47, des Mauser, mais aussi des RPG, RPD, FAL, et des mortiers de 60 mm ont été retrouvées au camp Lwama par les responsables militaires du camp qui ont demandé l'assistance de la MONUC pour les

déplacer et les détruire.

L'opération s'est faite en trois étapes : le ramassage, le comptage et le

transport ; et la destruction en trois endroits différents : le canon, le corps principal et le mécanisme. Elles ont ensuite été coulées dans du ciment et enterrées.

Les armes découvertes au camp Lwama sont très anciennes et inutilisables. Selon l'expert artificier de la Task Force One, le major Edwards, elles datent de la deuxième, voire de la première guerre mondiale, comme les Mauser par exemple. Raison pour laquelle les autorités militaires de Kindu ont tenu à en conserver une quarantaine, en vue de les exposer un jour dans un musée de l'armée.

Le major Edwards a également indiqué qu'une grande quantité de munitions rouillées et par conséquent instables et dangereuses se trouvent encore stockées au camp Lwama et devraient être détruites dans les semaines qui viennent. Il s'agit de mortiers, d'obus anti-chars ainsi que des bombes.



CES ARMES ET MUNITIONS QUI SÈMENT LA DÉSOLATION AU SEIN DES POPULATIONS CIVILES CONGOLAISES DOIVENT ÊTRE DÉTRUITES (PHOTO ELIANA NABAA/MONUC)

Général Samaila Iliya : « Notre priorité est de nous assurer qu'un bon climat de sécurité règne avant la tenue des élections l'année prochaine »

Un mois après sa prise de fonctions, le Commandant des Forces de la MONUC, le Général Samaila Iliya, a entamé au début du mois de février une riche et enrichissante tournée de plusieurs jours dans le Secteur V. Et pour cause, beaucoup de changements sont intervenus dans ce secteur au cours des dernières semaines. A l'instar de la Brigade de l'Ituri, une brigade des Kivu est en train d'être constituée. De nouveaux sites ont été ouverts, certains ont été rattachés à d'autres secteurs, le commandement du Secteur V est transféré de Kindu à Bukavu, et le Centre des Opérations qui se trouvait à Lubero a été transféré à Beni.

PROPOS RECEUILLIS PAR ELIANA NABAA

MONUC BULLETIN : Pourquoi ces changements et ces nouveaux déploiements ?

Général Samalia Iliya : Ces changements sont cohérents avec la logique opérationnelle en cours. Le Secteur V est actuellement le secteur le plus dynamique. Ce secteur, qui couvre les deux provinces du Nord et du Sud-Kivu ainsi que la province du Maniema, est très important pour la MONUC, car c'est une région complexe où les différentes forces qui s'y trouvent ont joué un rôle majeur dans la guerre qui a ravagé le pays. Par ailleurs, le Secteur V est frontalier du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, trois pays dont certains groupes armés sont toujours présents en RDC et qui doivent rentrer chez eux.

Comme le centre de gravité de nos forces s'est déplacé à l'Est, il était donc normal de déplacer leur commandement plus à l'Est, surtout en vue de l'accélération du DDRRR (*désarmement, démobilisation, rapatriement réinstallation et réinsertion*) et du soutien au programme national de DDR (*désarmement, démobilisation, réinsertion*). A cela s'ajoute le fait qu'il y a encore des problèmes de sécurité à l'Est où la situation n'est pas complètement stable.

Autant de raisons pour lesquelles nous sommes également en train de



GÉNÉRAL ILIYA : « NOUS DEVRONS PROCÉDER RÉGULIÈREMENT À UNE EVALUATION ET À UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SÉCURITÉ »
(PHOTO SERGE A. KASANGA/MONUC)

mettre sur pied une Brigade des Kivu, à l'instar de celle de l'Ituri, pour renforcer la sécurité dans ces deux provinces. Cette brigade sera formée de deux bataillons, environ 3.500 hommes, un bataillon sud-africain et un bataillon uruguayen. Elle sera placée sous un commandement neutre, c'est-à-dire que celui-ci ne comportera aucune des nationalités qui composent la brigade.

MONUC BULLETIN : Pourquoi avoir transféré le FOC (Centre opérationnel avancé) de Lubero à Beni ?

G^{al} S.I. : C'est conformément aux

directives du Représentant spécial, M. William Swing, que le commandement des forces de la MONUC a décidé de déplacer le Centre des Opérations de Lubero à Beni, en vue de maintenir une présence permanente près de la frontière ougandaise et prévenir que des groupes armés ne se servent de cette frontière pour lancer des attaques contre l'Ouganda.

MONUC BULLETIN : Punia et Lubutu, deux localités stratégiques situées dans le nord de la province du Maniema viennent d'être rattachées au secteur V. Elles faisaient auparavant partie du Secteur II. Qu'est ce qui a

motivé cette décision?

G^{al} S.I. : Cette décision entre également dans la logique opérationnelle en cours. Dans cette région il y a beaucoup de groupes armés étrangers, des poches d'instabilité et des groupes armés incontrôlés. C'était donc logique de rattacher ces deux localités au Secteur V qui a le rôle principal dans ce type d'opérations.

MONUC BULLETIN : Au cours du



LE COMMANDANT DES FORCES DE LA MONUC REÇOIT DES EXPLICATIONS SUR LES CARTES DE NAVIGATION SUR LE FLEUVE CONGO (PHOTO ELIANA NABAA/MONUC)

mois de janvier, plusieurs nouveaux sites ont été ouverts: Walikale, Kamanyola, Walungu et Kama, et il est prévu d'installer deux autres sites à Kasongo et éventuellement à Pangi. Or, vous avez constaté lors de votre tournée que dans certaines localités où ces sites sont installés, la situation sécuritaire est redevenue stable. Avez-vous l'intention de maintenir ces sites ou allez-vous les déplacer plus à l'Est où se trouvent les groupes armés étrangers ?

G^{al} S.I. : Nous devons procéder régulièrement à une évaluation et à un état des lieux de la sécurité. Si celle-ci requiert l'ouverture d'un nouveau site, nous le ferons. En revanche, là où la sécurité s'améliore nous devons revoir notre position et éventuellement

déplacer certains sites plus à l'Est, car notre priorité c'est de créer un environnement stable avant la tenue des élections l'année prochaine. Nous devons voir quelles sont les régions où les problèmes persistent et faire en sorte de neutraliser les groupes armés qui s'y trouvent encore.

MONUC BULLETIN : Y aura-t-il d'autres déploiements et en fonction de quels objectifs ?

G^{al} S.I. : La situation évolue tous les jours. C'est en fonction de cette évolution que nous modifierons nos opérations selon les besoins. En Ituri par exemple nous avons installé des sites à Mahagi et à Kondroma, nous sommes en train de nous déployer plus au nord de la province où nous faisons toujours face à des problèmes, afin d'être en mesure de mettre hors d'état de nuire les éléments armés.

MONUC BULLETIN: Quelles sont les priorités que vous vous êtes fixées ?

G^{al} S.I. : D'abord, renforcer la sécurité de l'Ituri jusqu'aux Kivu. Créer ensuite un environnement stable car notre priorité est de nous assurer qu'un bon climat de sécurité règne

avant la tenue des élections l'année prochaine. Nous avons fait beaucoup de progrès dans ce domaine. Nous allons préserver ce momentum.

Nous devons également soutenir le processus d'intégration de l'armée, afin que celle-ci soit en mesure de prendre en main la sécurité sur l'ensemble du pays, une tâche qui relève de ses responsabilités. Et c'est dans ce but que nous maintenons des contacts réguliers et suivis avec les commandants des différentes régions militaires.

Enfin, nous devons travailler étroitement avec la Section DDRRR pour faire aboutir ce processus. Ce processus est complexe et difficile. C'est pourquoi nous devons travailler main dans la main, tous ensemble, avec patience et détermination, car au fond, je suis convaincu que très peu de combattants étrangers ne veulent pas rentrer chez eux.

MONUC BULLETIN : Quelles sont vos perspectives futures ?

G^{al} S.I. : Je suis optimiste pour le futur. Nous allons régler tous les problèmes au fur et à mesure, et nous allons nous en tenir à notre calendrier. Nous autres militaires, nous ne pouvons pas travailler seuls. Les militaires doivent travailler conjointement avec les politiques, avec les civils, pour faire avancer ce calendrier. Il n'y a pas de décision purement militaire. La décision est politique, c'est la politique qui dirige, alors les militaires suivent de près le processus politique pour avancer à la même vitesse. C'est ainsi que les militaires contribuent à créer les conditions qui permettent au processus politique de réussir. En exerçant des pressions, les militaires créent les conditions qui permettent au processus politique de fonctionner. C'est un travail conjoint, mais c'est la politique qui détermine le rythme, tandis que les militaires se tiennent prêts à assumer leur rôle.

LA TOURNÉE DU GÉNÉRAL ILIYA AU NORD ET AU SUD-KIVU, ET AU MANIEMA

Entre le 2 et le 8 février, le Commandant des Forces de la MONUC, le Général Samaila Iliya, accompagné du Commandant du Secteur V, le Colonel Lawrence Smith, et d'une délégation civile et militaire de la MONUC, s'est successivement rendu au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et dans la province du Maniema. Avec le commandant de la 8^e région militaire, le Général Obede, le Général Iliya a visité Masisi, Walikale et Nyabiondo dans le Nord Kivu. Avec le Général Nyabiolwa, commandant de la 10^e région militaire, il s'est rendu à Uvira, Hombo et Kando dans le Sud-Kivu où il a constaté sur place la façon dont les opérations de la MONUC étaient menées pour soutenir les efforts des commandants de régions militaires afin de convaincre les ex-FAR et les Interhamwe de se joindre au processus de désarmement volontaire.

Dans la province du Maniema, le Général Iliya s'est successivement rendu à Lokando, Punia et Lubutu, en compagnie du commandant de la 7^e région militaire, le Général Widi Divioka, ainsi qu'à Kibombo et à Kama.

« Il faut être patient. Le pays ne se reconstruit pas en un jour » : C'est en ces termes que le Général Samaila Iliya s'est adressé aux habitants de ces contrées éloignées, venus spontanément à sa rencontre.

Hormis le caractère purement militaire de la tournée, celle-ci a revêtu un aspect humain et social. Dans la plupart des localités où les Observateurs militaires sont déployés, le Général Iliya a tenu à rencontrer la population, à serrer des mains, à rassurer des malades et à encourager les autorités civiles et militaires rencontrées pour qu'elles prennent leur destin et la reconstruction de leur pays en mains.

Histoire d'un cadre des FDLR/PALIR reconverti en fonctionnaire onusien

Recruté par la MONUC depuis octobre 2003, Jean-Marie Vianney Nsabimana est aujourd'hui interprète à la Section DDRRR à Kigali. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a plus d'un an, Jean-Marie était encore un cadre supérieur de la rébellion rwandaise, un homme caché dans les maquis de la République Démocratique du Congo où il a d'ailleurs vécu plusieurs années. Récit d'un parcours insolite.

PAR JOËLLE SABELLA

Jean-Marie était un homme ordinaire. Ingénieur électricien de formation, il avait sa propre entreprise d'aménagement énergétique, hydraulique et environnemental (TAMEHE) à Kigali où il habitait d'ailleurs dans le quartier très chic de Kacyuru. Marié et père de famille, il n'avait d'autre souci que celui de nourrir ses six enfants, et donc, de bien réussir dans ses affaires.

Mais voilà que la guerre éclate en 1994 et de fait, les affaires tombent en faillite. Pour fuir les combats, Jean-

Marie emmène sa famille à Goma, puis à Sake où il s'en sépare en 1996 pour aller à Masisi. Les années passent et retrouvent l'ancien ingénieur dans la forêt en train de planter des fruits et des légumes qu'il vend aux Rwandophones du coin. « *Je faisais des petits métiers pour survivre, mais ce n'était pas facile du tout* », se souvient-il. En 1999, Jean-Marie est contacté par le PALIR (Peuple en Action pour la Libération du Rwanda-branche politique de l'ALIR ou Armée de Libération du Rwanda) qui recherche parmi les intellectuels ceux qui pourront servir de cadre au

sein de leur mouvement. En l'absence de tout autre moyen de survie et craignant le climat d'insécurité instauré par les « inciviques » dits « Mongols » qui sévissaient à Masisi, Jean-Marie accepte l'offre et se retrouve aussitôt président de la Commission politique. Il s'appellera désormais Hochiminh et occupera le poste de deuxième vice-président puis de secrétaire exécutif. « *Nous avons surtout essayé de nous réorganiser*, explique-t-il : *recenser les réfugiés rwandais et régler les conflits qui naissaient régulièrement avec les autochtones congolais* ».

En 2001, les deux mouvements rebelles rwandais, le PALIR et les FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) fusionnent. Par souci de partager leurs expériences, les deux organisations politico-militaires décident d'échanger leurs cadres. « *C'est dans cette perspective que j'ai été désigné pour aller à Kinshasa, dans la centrale des FDLR* », raconte Jean-Marie. Plus facile à dire qu'à faire. En fait, Hochiminh part de Masisi le 6 septembre 2001 et voyage à pieds à travers la forêt. « *J'ai marché pendant plus de 8 mois, se rappelle-t-il, allant d'une position à l'autre, pour arriver finalement à Lubumbashi le 17 mai 2002* ».

Le 30 juillet 2002, l'accord de Pretoria est signé entre le Rwanda et la RDC: les troupes rwandaises sont priées de rentrer au pays et Jean-Marie, désormais commissaire adjoint aux relations extérieures des FDLR, est conjointement désigné par le Gouvernement congolais, la MONUC et les FDLR pour se rendre à Kamina, dans le cadre d'une mission destinée à explorer les possibilités de désarmement, démobilisation rapatriement, réinsertion (DDRRR). Mais là, une nouvelle surprise l'attend. Alors qu'il se trouve à Kamina en septembre 2002, tous les leaders des FDLR sont déclarés *personae non gratae* et sommés de quitter le sol congolais dans les 48 heures. « *Je suis alors allé à Brazzaville d'où j'ai été refoulé vers le Congo* », se rappelle Jean-Marie. Interné avec 7 autres compagnons au beach Ngobila pendant 30 jours, il essaiera de trouver un pays d'accueil mais là encore, nouveau retournement de situation : alors qu'il se prépare à partir vers l'Afrique du Sud, le TPVM (Third Party Verification Mechanism- groupe sud-africain chargé de faire le suivi de l'Accord de Pretoria conjointement avec la MONUC) l'emmènera finalement à Kigali pour être « DDRRRisé ». Il rentre donc au bercail le 31 octobre 2002 et retrouve sa famille après 6 ans de séparation. « *Finalement, reconnaît-il, je pense*

que le destin a bien joué pour moi. Tout ce qui comptait pour moi, c'était de retourner chez les miens sans aucune crainte. J'avais les mains propres et je ne vois pas pourquoi j'aurai dû chercher une terre d'asile ».

En mai 2003, la MONUC recherche un interprète pour la Section DDRRR à Kigali. Jean-Marie postule et est immédiatement qualifié comme « *le meilleur candidat* » par le Chef de Bureau. Mais il doit travailler comme bénévole entre juin et septembre, dans l'attente que la bureaucratie fasse son chemin. Il reçoit finalement son contrat « *d'employé journalier* » le 1^{er} octobre 2003. « *Je réalise finalement mon rêve le plus cher, déclare-t-il fièrement. Pacifiste, j'ai toujours voulu travailler pour le rétablissement de la paix dans la région des Grands Lacs et c'est ce que la MONUC me permet de faire*

pratique. « *Les combattants FDLR comprennent enfin qu'ils doivent retourner chez eux et que leur vie au Rwanda n'est pas en danger, explique-t-il. Depuis que je les ai rencontrés à Bulonge, Nzibira, Bwahungu, Kilungutwe, Tubimbi et Mufa, plus de 100 d'entre eux sont déjà DDRRisés* ».

En conclusion, quelle leçon tirer de toutes ces expériences ? « *Je suis un rassembleur, dit-il. Même quand j'étais dans les maquis du Congo, j'ai toujours tendu vers le dialogue et le compromis. Et lorsque je suis retourné à Kigali, des hommes politiques de tous bords sont venus me souhaiter la bienvenue. Après tout, nous sommes tous frères et nous nous devons d'être ici, ensemble au Rwanda, dans l'intérêt de tous, que ce soit les Rwandais ou nos voisins, les Congolais* ».



JEAN-MARIE VIANNEY NSABIMANA: «TOUT CE QUI COMPTAIT POUR MOI, C'ÉTAIT DE RETOURNER CHEZ LES MIENS SANS AUCUNE CRAINTE» (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

aujourd'hui ».

Depuis son recrutement, Jean-Marie a accompagné la MONUC dans des missions de sensibilisation des combattants FDLR un peu partout dans les Kivu. Ayant été l'un des cadres du groupe politico-militaire, ses mots sont entendus et son message mis en

Beni et Butembo: il faut en redéfinir les bases du DDR

PAR MENSAH ALUKA

Un air de détente souffle sur Beni depuis la signature du Mémorandum d'Entente sous le patronage de la MONUC, le 17 octobre 2003. Les relations entre l'ex-APC (Armée du Peuple Congolais), aile militaire du RCD/KML (Rassemblement Congolais pour la Démocratie- Mouvement de Libération) et leurs anciens frères ennemis, les Maï-Maï, réunis au sein de l'Alliance des Patriotes Maï-Maï du Nord-Kivu (APMNK) se sont nettement améliorées depuis quelque temps. Cette situation de réchauffement des relations a créé brusquement une certaine atmosphère de confiance de part et d'autre qui, pour le moment, donne des résultats positifs. C'est justement ce terreau propice qui a jusqu'ici manqué et qui a retardé le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) des milliers de Maï-Maï encore dans la brousse dans les environs de Butembo et de Lubero. Ainsi, note-t-on aujourd'hui une disposition manifeste des Maï-Maï surtout de leurs leaders à discuter DDR. De là à dire que ce programme a enfin le vent en poupe dans le territoire sous contrôle de l'ex- RCD/KML, il n'y a un pas que certains n'hésitent pas à franchir.

Paradoxalement, le programme DDR est confronté à un problème de définition comme nous l'avons constaté lors d'une récente opération. Les Maï-Maï qui quittent la brousse ne veulent pas du tout rendre les armes avant de monter dans les camions consignés par les autorités locales, notamment le gouvernorat de Beni, pour les amener au Camp de Transit et d'Orientation (CTO) de Mangango, à une quinzaine de kilomètre au Nord-Est de Beni. Pour eux, c'est seulement lorsqu'ils seront dans le camp qu'ils rendraient leurs armes. Ayant compris que le DDR est un programme géré par le gouvernement, ils évoquent les nouvelles directives stipulant que les

Maï-Maï rejoignent les FARDC avec armes et bagages comme tous les autres groupes armés congolais signataires des accords de Sun City. Ainsi, obligation n'est plus faite aux Maï-Maï de Beni d'être désarmés avant d'être embarqués pour le camp de démobilisation. « *Les armes des Maï-Maï, par conséquent, rentrent dans le patrimoine de l'Etat congolais, dès lors que le patriote est appelé à intégrer l'armée de son Etat comme les autres groupes armés* », nous a-t-on fait comprendre lors d'une réunion de sécurité. Le débarquement des groupes de Maï-Maï avec armes et bagages sur un site destiné à servir de CTO étant interdit, le camp de Mangango perd son « O » pour devenir un camp de transit tout court ou un site

dans les cas où cela s'applique. Il y a donc une inversion de l'ordre ou de la chronologie des étapes du DDR. Normalement, la première chose à faire dans l'ordre chronologique c'est le désarmement du soldat qui sera ensuite démobilisé puis réintégré dans sa communauté. Mais au-delà de cette inversion, c'est surtout la facilité avec laquelle Maï-Maï et autorités du RCD-KML se mettent au diapason, qui surprend les observateurs. Il y a seulement quelques mois, il n'était pas question que les Maï-Maï sortent de la brousse en arme ou circulent en ville armés. De leur côté les Maï-Maï juraient qu'ils ne remettraient jamais leurs armes à l'APC mais à l'Etat-major Opérationnel Intégré (EMOI). Mais



LES MAÏ-MAÏ VEULENT REJOINDRE LES FARDC AVEC ARMES ET BAGAGES (PHOTO MENSAH ALUKA/MONUC)

de cantonnement.

C'est sur le site de cantonnement que s'opèrera ensuite le « screening » ou l'identification, le tri et l'enregistrement des invalides et des valides, des enfants et des filles soldats avant leur désarmement et démobilisation,

qui s'en plaint puisque tant du côté des Maï-Maï que de l'APC, on s'accorde bien sur les principes et on assure que rien n'empêche plus maintenant leur collaboration en vue du DDR des Maï-Maï et leur intégration dans les FARDC !

C'est dans ces circonstances qu'un groupe de Maï-Maï avoisinant les 500 est arrivé à Mangango il y a une dizaine de jours, parmi lesquels des enfants soldats, des garçons surtout mais aussi quelques filles. La Section de la Protection de l'Enfant de la MONUC/Beni, en collaboration avec UNICEF et des ONG spécialisées de la place, se penchent sur le cas de

semblait disposer à laisser partir les enfants sans problème, mais au dernier moment, on a senti une certaine résistance que certains interprètent comme une attente des Maï-Maï à recevoir quelque chose en retour, en contrepartie ou en signe de reconnaissance de leur soit-disant bonne volonté. Elle insiste tout d'un coup non seulement sur les questions

un bon début, une étape de mise en confiance ; si tout marche bien avec les enfants qu'on vient d'avoir, on aura moins de problème la prochaine fois et je parie qu'on fera sortir mêmes des filles ». Même son de cloche chez les Maï-Maï, qui ne cessent de répéter que des milliers de leurs camarades attendent encore dans la brousse de voir le sort qui sera réservé tant par les



UN MILLIER D'ÉLÉMENTS MAÏ-MAÏ ET LEURS DÉPENDANTS SONT CANTONNÉS DANS LE CAMP DE MANGANGO (PHOTO MENSAB ALUKA/MONUC)

ces enfants soldats en vue de les faire sortir de leur site cantonnement dans les meilleurs délais. Si les Maï-Maï semblent collaborer au point de nous faire visiter le camp de Mangango où 1052 personnes sont cantonnées, selon le chiffre du commandant du camp, y compris les enfants, en attente de connaître leur sort, ce n'est guère avec enthousiasme. Ils savent tout simplement qu'ils doivent sortir, qu'ils ne peuvent plus rester dans la brousse plus longtemps au risque de se faire oublier par la Transition. Les ordres viennent de Kinshasa, indique un chef Maï-Maï.

La hiérarchie Maï-Maï, au départ,

d'encadrement des enfants - quelles ONG auraient cette compétence (ils ont leur préférence), dans quelles conditions seraient les enfants, la nature du kit de réintégration - mais aussi, elle exige de visiter les centres d'accueil des enfants afin de faire le constat de l'état des lieux. Après moult tergiversations, un peu plus de soixante enfants soldats tous garçons ont pu être sortis du camp et acheminés vers les centres d'accueil le 2 février 2004.

Paula Andrea Nascimiento-Silva, chargée de la Section Protection de l'Enfant de la MONUC à Beni ne désespère pas de n'avoir pas pu faire sortir de filles pour l'occasion. « *C'est*

autorités militaires qui contrôlent Beni que par les institutions d'accueil et de réinsertion avant de sortir.

Clairement, le DDR des Maï-Maï peut avoir le vent en poupe dans ce secteur, mais des points d'interrogations importants subsistent : qui contrôle les armes dont ils étaient supposés être débarrassés et qui devraient même être détruites ? Il faudra mettre un peu d'ordre dans la chronologie des différentes étapes du DDR pour éviter les dérapages surtout si l'on sait qu'un embargo sur les armes est toujours en vigueur et frappe les régions de l'Est et du Grand Nord-Kivu précisément.

Le Général Obede, Commandant de la 8^e région militaire à Butembo et Beni

PAR MENSAH ALUKA

Le Général de brigade Obede, Commandant de la 8^e région militaire dans le Nord-Kivu basé à Goma, a effectué une tournée, à bord d'un hélicoptère de la MONUC, qui l'a conduit à Butembo, Beni et Lubero. Il a rencontré les autorités administratives, civiles et militaires de ces villes et reçu un accueil chaleureux de la part des populations civiles venues l'accueillir. Le Général Obede a eu droit à un

Démocratique du Congo (FARDC).

Partout où il est passé, le message a été le même : intégration militaire effective, chaîne de commandement de l'armée unique et discipline totale des militaires de la nouvelle armée congolaise. Ces expressions, le Commandant de la 8^e région les a martelées plusieurs fois aux différentes audiences de Butembo à Beni. Il a

démobilisation, réinsertion (DDR). Il les a exhortés à sortir de la brousse et à se soumettre au processus d'intégration des FARDC. Le Général s'est attardé sur le cas des enfants soldats ponctuant qu'il n'y aura pas d'enfants soldats, c'est-à-dire de militaires de moins de dix huit ans, dans la nouvelle armée congolaise.

Le Commandant de la 8^e région



LE GÉNÉRAL OBEDE (1^{ER} À DROITE), EN COMPAGNIE DES CHEFS DES BUREAUX DE LA MONUC À GOMA ET BENI (PHOTO MENSAH ALUKA/MONUC)

briefing sur la situation militaire de la sous-région. Il a aussi visité le bureau de la MONUC à Beni où il a eu des entretiens avec les Observateurs militaires et le Centre opérationnel avancé, avant de se rendre au bureau de l'état-major où, après une autre série d'honneurs militaires, il a parlé longuement aux éléments des Forces Armées Congolaises de la République

situé sa visite dans le cadre d'une première prise de contact officielle, de l'intégration totale de l'armée surtout au Grand Nord-Kivu, signal fort de la fin de la guerre et de l'unification du pays.

Le Général Obede a eu aussi un mot pour les ex-combattants Maï-Maï pour ce qui est de leur désarmement,

militaire qui a fait partie de la délégation du Vice-président Azarias Ruberwa lors de sa dernière visite à Beni, était aussi accompagné du chef du bureau de la MONUC de Goma, M'Hand Ladjouzi ainsi que du chef militaire ad intérim de la MONUC à Goma, le Lieutenant-Colonel Pashwar.

Fin des travaux de réhabilitation du pont Kibe à Bukavu

PAR JOËLLE SABELLA



LA RÉHABILITATION DU PONT KIBE PERMET DE RÉTABLIR LA COMMUNICATION ENTRE VILLAGEOIS
(PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

Ce mercredi 11 février l'an 2004, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) et l'Agence d'aide à la Coopération et au Développement (ACTED) ont conjointement inauguré le pont de Kibe remis à neuf par l'ONG française ACTED, dans le cadre du programme des projets à impact rapide (QUIPS) de la MONUC.

Entamés le 5 janvier dernier, les travaux ont permis la réhabilitation de ce pont qui forme une partie de la Nationale 2, une route nationale qui part du Nord-Est du pays jusqu'à Kinshasa, en passant par Bukavu, Mwenga, Mbuji-Mayi et Kananga. Le

pont Kibe est situé à 23 km de Kitutu, dans le territoire de Mwenga et s'étend sur une distance de 22 mètres. Le but de ce projet consiste principalement à rétablir la communication entre différents villages et à favoriser ainsi la reprise économique. « *Maintenant que le pont Kibe est réhabilité, commente Laurent Laloge, logisticien d'ACTED, les villageois pourront traverser le pont de part et d'autre pour aller vendre leurs produits dans les villages voisins auxquels ils n'avaient pas accès auparavant. Les travaux ont également été un apport économique important pour la population autochtone, dans le sens où nous avons employé plusieurs habitants pour les travaux de réfection* ».

La réhabilitation du pont Kibe n'est que l'une des nombreuses étapes de la réhabilitation de la Nationale 2, un projet gigantesque qui serait examiné par ECHO, la Banque Mondiale ainsi que différents organes onusiens et qui permettrait enfin de lier l'Est du Congo à la partie Ouest.

Les autorités de Bukavu et toute la population ont exprimé leur gratitude à la MONUC qui, grâce à ce projet, a permis d'améliorer les conditions de vie de toute la population utilisant cet axe routier et espère que pareilles initiatives seront nombreuses dans l'avenir.

Contact MONUC BULLETIN : Mathy Mupapa

INFORMATION PUBLIQUE /MONUC

TEL: 00 243 818906388

001 212 963 0103 (EXTENSION 6388)

E-MAIL: MUPAPA@UN.ORG

KINSHASA/RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO